



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 29

Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire : approches éprouvées et nouveaux investissements

Bruxelles, 27 septembre 2012, Commission européenne, Bâtiment Charlemagne, Salle Gasperi
<http://bruxellesbriefings.net>

1. Contexte

L'agriculture apporte la base nutritionnelle de l'humanité et celle économique des États. En Afrique subsaharienne (ASS), l'agriculture emploie environ 60 % de la main-d'œuvre et représente en moyenne 30 % du produit intérieur brut.¹ Pour les plus pauvres, la croissance du PIB d'origine agricole est environ quatre fois plus efficace pour la croissance des revenus que celle extérieure au secteur.² Selon plusieurs projections, la production alimentaire doit augmenter dans le monde de 70 à 100 % d'ici 2050 afin de répondre à la demande d'une planète de 9 milliards d'habitants et à l'évolution des régimes alimentaires.³ Dans de nombreux pays en développement, cela nécessitera des investissements considérables dans le secteur agricole, en particulier en matière de recherche, de soutien institutionnel et de développement infrastructurel.⁴

Le changement climatique, naturel et anthropogénique, engendrera une évolution profonde au niveau mondial et local. On observera un impact à court terme, résultant d'événements climatiques extrêmes plus fréquents et intenses, et à long terme, du fait de l'évolution des températures et des modèles de précipitations. Les populations déjà vulnérables et en état d'insécurité alimentaire, soit plus de 600 millions de personnes⁵, sont susceptibles d'être les premières affectées. Le changement climatique affectera les quatre dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité alimentaire, l'accessibilité alimentaire, l'utilisation de la nourriture et la stabilité du système alimentaire. Il aura un impact sur la santé humaine, les moyens de subsistance, les canaux de production et de distribution de nourriture, ainsi que sur l'évolution du pouvoir d'achat et des flux de marché.⁶

Il est impossible de prédire avec précision les conditions climatiques futures, mais les scientifiques s'accordent pour affirmer que les températures terrestres et maritimes mondiales augmentent sous l'influence des gaz à effet de serre (GES), et continueront à se réchauffer en dépit des interventions humaines durant vingt ans au moins.⁷ Une augmentation supplémentaire des émissions de GES résultant d'activités humaines exacerbera l'impact du changement climatique sur la production alimentaire dans un avenir proche.

¹ Pye-Smith C. 2011. « *Farming's climate smart future : placing agriculture at the heart of climate-change policy* ». http://ccafs.cgiar.org/sites/default/files/assets/docs/farmings_climate-smart_future.pdf

² Banque mondiale. 2008. « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : Agriculture pour le développement ». <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/2795087-1192111580172/WDROver2008-ENG.pdf>

³ Godfray H.C.J. et al. 2010. « *Food Security : The Challenge of Feeding 9 Billion People* ». <http://www.sciencemag.org/content/327/5967/812.full>

⁴ Rosegrant M.W. et al. 2009. « *Looking into the future for agriculture and AKST* ». http://www.agassessment-watch.org/docs/reports/Global_C5_text_250208.pdf

⁵ FAO. 2011. « *The State of Food Insecurity in the World* ». <http://www.fao.org/docrep/014/i2330e/i2330e.pdf>

⁶ FAO. 2008. « *Climate Change and Food Security : A Framework Document* ». <http://www.fao.org/forestry/15538-079b31d45081fe9c3dbc6ff34de4807e4.pdf>

⁷ Ziervogel G. et al. 2008. « *Climate Change and Adaptation in African culture* ». http://www.environmentportal.in/files/5_22.pdf

2. Agriculture et changement climatique

Les systèmes alimentaires représentent jusqu'à 29 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) anthropogéniques, à hauteur de 9 800-16 900 mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (MtCO₂e) par an. Les activités agricoles sont l'élément du système alimentaire le plus étroitement associé au changement climatique anthropogénique, soit 15 à 25 % des émissions de GES d'origine humaine.⁸ Les pratiques agricoles libèrent directement entre 5 100 et 6 100 MtCO₂e par an, soit à peu près la même quantité que le secteur du transport mondial, et contribuent de manière disproportionnée aux émissions de deux gaz à impact élevé : l'oxyde d'azote (N₂O) et le méthane (CH₄). L'agriculture est responsable d'environ 47 % des émissions de CH₄ d'origine humaine et de 58 % des émissions de N₂O. En plus de sa contribution directe aux GES des cultures, de l'élevage et de la pêche, ainsi que de la gestion des sols, l'agriculture contribue également aux émissions de GES via l'évolution de l'utilisation des terres. Environ 80 % des nouvelles terres agricoles proviennent de l'élimination de la végétation naturelle, en particulier dans les tropiques, et 75 % de la déforestation est généralement associée à l'expansion agricole. L'utilisation des terres représente de 6 à 18 % des émissions totales de GES dans le monde.

L'agriculture fait également partie des secteurs les plus sévèrement touchés par le changement climatique, du fait de la sensibilité des rendements, de la qualité alimentaire et des maladies aux températures élevées, du caractère imprévisible des modèles de précipitations et de la disponibilité de l'eau, ainsi que d'événements climatiques extrêmes tels que les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses. Avec le temps, ces changements affecteront la couverture végétale et la répartition des espèces dans le monde. Le puisage de l'eau pour l'irrigation représente déjà 66 % du puisage total, et jusqu'à 90 % dans les zones arides.⁹ Ce pourcentage devrait passer à 19 % d'ici 2050.¹⁰ L'évolution des modèles de précipitations augmentera également la probabilité de pénuries culturelles à court terme et de déclin de la production à long terme. En dépit des avantages pour certaines cultures de certaines régions du monde, les impacts globaux du changement climatique sur l'agriculture devraient être négatifs et menacer la sécurité alimentaire mondiale.¹¹

L'adaptation agricole peut revêtir diverses formes, du niveau individuel – localisation des cultures, variétés et décisions de gestion telles que l'élagage, la fertilisation et l'administration de pesticides – au paysage et ses décisions sur la gestion des ressources hydriques, la biodiversité, les forêts et l'énergie, en passant par les exploitations, à travers le choix des cultures, du bétail et d'autres activités, ainsi que les décisions d'investissement en capital. Au-delà des exploitations, de nombreuses autres décisions au niveau des marchés, des gouvernements et de la société civile affectent profondément l'environnement économique des exploitations agricoles. Nombre d'adaptations agricoles majeures concerneront la politique et la planification, notamment les investissements dans des infrastructures résistantes au climat, la recherche et le développement d'environnements agricoles futurs et l'incitation à l'adoption de nouvelles pratiques.¹²

3. Effets du changement climatique dans les pays ACP

Les systèmes agricoles de subsistance déjà vulnérables à l'insécurité alimentaire sont confrontés à un risque immédiat de pénurie culturelle plus sévère, à de nouveaux nuisibles et maladies, au manque de semences et de matériel de plantation adaptés et à la perte de bétail. Plusieurs groupes de pays nécessitent une assistance importante et urgente afin de s'adapter au changement climatique, en particulier les petites îles et les pays dotés de zones côtières de basse altitude et de régions sensibles

⁸ Vermeulen S.J. et al. 2012. « *Climate change and food systems* ».

⁹ World Water Council. 2010. « *Water Crisis* ».

<http://www.worldwatercouncil.org/index.php?id=25>

¹⁰ Paulson L.D. Avril 2012. « *Agricultural water use to increase 19 percent by 2050* ».

<http://www.rwlwater.com/agricultural-water-use-to-increase/>

¹¹ Nelson G.C. et al. 2009. « *Climate change : Impact on Agriculture and cost of Adaptation* »

<http://www.ifpri.org/publication/climate-change-impact-agriculture-and-costs-adaptation>

¹² Antle J.M. 2009. « *Agriculture and the Food System. Adaptation to Climate Change* ».

<http://www.rff.org/rff/documents/rff-rpt-adaptation-antle.pdf>

aux catastrophes naturelles.¹³ Au sein des pays et des régions, certaines zones présentent une subsistance agricole particulièrement vulnérable au changement climatique, avec un impact climatique profond, des systèmes de production alimentaire très sensibles et des populations locales sans accès au capital et aux services permettant de renforcer leur résistance.¹⁴

Dans de nombreuses régions d'Afrique, les climats plus chauds et l'évolution des précipitations déstabiliseront la production agricole, notamment en contraignant au passage de systèmes mixtes culture-élevage à un élevage exclusif, au détriment des systèmes assurant la sécurité alimentaire.¹⁵ Des pertes économiques importantes devraient être observées dans l'agriculture africaine à cause du changement climatique. Ainsi, les revenus agricoles nets devraient chuter de 25 % entre 2008 et 2020 si les températures augmentent de 1,6 %.¹⁶ Les variations entre les diverses régions et systèmes agricoles seront cependant importantes. Alors que les agriculteurs de certaines régions peuvent bénéficier de précipitations plus importantes et de saisons culturales plus longues, les conséquences pour l'Afrique devraient être généralement négatives, en particulier pour les petits agriculteurs et les consommateurs démunis face aux chocs et à l'évolution.

Si les pays des îles des Caraïbes et du Pacifique représentent moins de 1 % des émissions mondiales de GES, ils devraient faire partie des pays frappés le plus tôt et le plus profondément par le changement climatique durant les prochaines décennies, car ils sont les moins à même de s'adapter aux impacts du changement climatique.¹⁷ Les pays des Caraïbes et du Pacifique sont de plus en plus confrontés à des précipitations variables, à des cyclones et des ouragans, à l'accélération du ruissellement résultant des tempêtes, à des inondations, à des sécheresses, à la diminution de la qualité de l'eau et à l'augmentation de la demande, qui menacent le développement économique, la santé et la subsistance de leur population.¹⁸ Le changement climatique devrait réduire la disponibilité des ressources en eau douce dans de nombreuses régions des Caraïbes. Dans certaines zones, ce phénomène sera tel que ces ressources ne suffiront plus à répondre à la demande des populations locales et des touristes, du moins lorsque les précipitations sont faibles. Puisque de nombreuses îles dépendent de sources d'eau souterraine et de la collecte d'eau de pluie, toute évolution de la quantité, de la fréquence et de l'intensité des précipitations affectera la quantité d'eau pouvant être extraite.

4. Allier sécurité alimentaire, adaptation et atténuation pour renforcer la résistance

Afin de s'adapter, il convient à la fois de s'adapter au changement climatique progressif à long terme à une échelle décennale (en alliant technologies, agronomie et options politiques pour les agriculteurs et les systèmes alimentaires) et d'améliorer immédiatement la gestion des risques agricoles associés à la variabilité grandissante du climat et des événements extrêmes (notamment l'amélioration des services d'information climatique et des filets de sécurité). L'action en faveur de l'atténuation doit renforcer à la fois l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'agriculture et la gouvernance au niveau des paysages

¹³ Simpson M. et al. 2011. « *Climate Change's Impacts on the Caribbean's Ability to sustain Tourism, Natural Assets and livelihoods* ».

<http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=35769833>

¹⁴ Ericksen P. et al. 2011. « *Mapping Hotspots of Climate Change and Food Insecurity in the Global Tropics* »

http://ccafs.cgiar.org/resources/climate_hotspots

¹⁵ Thornton P. et al. 2011. « *Agriculture and food systems in sub-Saharan Africa in a 4°C+ world* »

<http://rsta.royalsocietypublishing.org/content/369/1934/117>

¹⁶ Hassan R.M. 2010. « *Implications of climate change for agricultural sector performance in Africa : policy challenges and research agenda* ».

http://jae.oxfordjournals.org/content/19/suppl_2/ii77.full.pdf+html

¹⁷ Simpson M.C. 2009. « *An overview of modelling climate change : Impacts in the Caribbean Region with contribution from the Pacific islands* ».

<http://www.caribsave.org/assets/files/JNDP%20Final%20Report.pdf>

¹⁸ Overmars M. et Gottfried M. 2009. « *Adapting to climate change in water resources and water services in Caribbean and Pacific small island countries* »

http://www.worldwatercouncil.org/fileadmin/www/Library/Publications_and_reports/Climate_Change/PersPap_03_Sm_all_Island_Countries.pdf

et des systèmes alimentaires afin de gérer tout déplacement des émissions vers d'autres lieux ou étapes de la chaîne alimentaire.¹⁹

Heureusement, de nombreuses options agricoles techniques et institutionnelles peuvent bénéficier à la sécurité alimentaire en visant simultanément l'adaptation à long terme, la gestion des risques à court terme et l'atténuation des émissions de GES. On parle alors d'agriculture intelligente face au climat. La FAO la définit comme « une agriculture qui accroît durablement la productivité et la résilience (adaptation), réduit/élimine les gaz à effet de serre (atténuation) tout en promouvant la réalisation de la sécurité alimentaire nationale et les objectifs de développement ». L'agriculture intelligente face au climat consiste à renforcer la résistance des agriculteurs au changement climatique et à réduire l'empreinte climatique de l'agriculture en limitant les émissions de gaz à effet de serre et en augmentant la séquestration du carbone, notamment dans le sol. L'agriculture intelligente face au climat ouvre des horizons uniques en faveur de la sécurité alimentaire, de l'adaptation et de l'atténuation. Les pays africains bénéficieront particulièrement de ce type d'agriculture étant donné son rôle central dans l'atténuation de la pauvreté et les impacts négatifs majeurs probables du changement climatique sur le continent africain.

L'agriculture intelligente face au climat comprend des techniques pratiques éprouvées, telles que le paillage, les cultures intercalaires, l'agriculture de conservation, la rotation des cultures, la gestion intégrée des cultures et de l'élevage, l'agroforesterie, l'amélioration du pâturage et une meilleure gestion de l'eau, mais également des pratiques innovantes comme les systèmes d'alerte précoce et l'assurance contre le risque.²⁰ Un exemple très pratique est l'effort actuel de nombreux pays africains pour renforcer l'exactitude et la communication des prévisions saisonnières à destination des agriculteurs.²¹

Une agriculture plus productive et résistante nécessitera une meilleure gestion des ressources naturelles. L'agriculture peut contribuer à l'atténuation en évitant d'aggraver la déforestation et la conversion des pâturages et des marécages ; en augmentant la séquestration du carbone dans la végétation et le sol ; en réduisant l'augmentation actuelle de N₂O et CH₄ et en évitant toute nouvelle augmentation de ces derniers.²² Il convient d'envisager des approches paysagères, notamment la planification intégrée des terres, de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'eau afin de garantir les synergies. Ces approches sont essentielles afin de réduire les émissions résultant de l'évolution de la couverture du sol et de la déforestation, et indispensables face à la plus grande rareté des terres et de l'eau et à la nécessité de trouver un équilibre entre les considérations liées à l'alimentation, à l'énergie et au climat.²³ L'agriculture intelligente face au climat intègre pleinement la gestion des risques climatiques, en développant de nouvelles variétés et pratiques novatrices, tout en renforçant l'adoption des nouvelles technologies et institutions par les agriculteurs. L'agriculture intelligente face au climat implique également une évolution politique permettant aux agriculteurs de s'adapter et de réussir.²⁴

5. Financement de l'agriculture et du changement climatique

¹⁹ Vermeulen S.J. et al. 2011. « *Options for support to agriculture and food security under climate change* » <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1462901111001456>

²⁰ FAO. 2010. « *Climate-Smart Agriculture. Policies, Practices and Financing for Food Security, Adaptation and Mitigation* ». http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/the-hague-conference-fao-paper.pdf

²¹ Hansen J. et al. 2011. « *Review of seasonal weather forecasting for agriculture in sub-Saharan Africa* ». <http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=8235654>

²² Smith P. et al. 2008. « *Greenhouse gas mitigation in agriculture* ». <http://rstb.royalsocietypublishing.org/content/363/1492/789.abstract>

²³ Wollenberg E. et al. Juin 2011. « *Actions needed to halt deforestation and promote climate-smart agriculture* ». http://ccafs.cgiar.org/sites/default/files/assets/docs/CCAFS_Brief04_web.pdf

²⁴ Banque mondiale. 2011. Briefing politique. « *Opportunities and Challenges for Climate-Smart Agriculture in Africa* ». http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/documents/CSA_Policy_Brief_web.pdf

Le coût du premier Objectif du millénaire pour le développement de réduction de la famine est estimé par la Banque mondiale à 40-60 milliards USD par an. Sans cela, les niveaux d'investissement nécessaires à l'adaptation au sein du secteur agricole ne suffiraient pas à éviter de graves dommages. L'investissement incrémentiel annuel et les flux financiers nécessaires à l'adaptation de l'agriculture dans les pays en développement sont estimés à 7 milliards USD par an en 2030, estimation « à la baisse des coûts d'adaptation du secteur ».²⁵ Ces types d'estimations descendantes des coûts sont très incertaines à cause de l'incertitude quant au rythme et à la variabilité géographique du changement climatique, le taux d'innovation et, plus essentiellement peut-être, la capacité d'adoption de nouvelles pratiques et institutions par les agriculteurs.²⁶

L'entrave principale à l'adoption par les agriculteurs de pratiques agricoles intelligentes face au climat devrait être le capital financier nécessaire à l'investissement direct. Le manque de capitaux financiers devrait être progressivement exacerbé par le changement climatique lui-même, les chocs des rendements agricoles et des revenus étant plus fréquemment causés par des événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations. À un niveau institutionnel supérieur, l'ampleur et la rapidité du changement climatique nécessite un investissement considérable dans les institutions et les services, dans le renforcement des capacités, dans des infrastructures résistantes au climat, dans la facilitation du commerce (y compris, ici encore, les infrastructures) et dans la recherche afin de développer des technologies, des outils de décision et des systèmes de soutien.²⁷

Le financement de l'atténuation du changement climatique peut être assuré via des dotations soutenues par le secteur public, des prêts, des garanties ou d'autres instruments. Les sources de financement internationales disponibles dans le cadre des grands programmes des mécanismes du CCNUCC incluent des fonds gérés dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Protocole de Kyoto. Des fonds rapides sont disponibles pour une action prompte dans le secteur agricole. Par ailleurs, le financement peut provenir de sources privées, soit via les marchés d'échange de quotas carboniques ou des investissements en capitaux à vocation climatique. Un défi essentiel du développement de ces mécanismes de financement est l'accès équitable des petits agriculteurs et des incitants adaptés à ceux-ci.²⁸

Plusieurs propositions de mécanismes de financement novateurs au niveau national et international, telles qu'un pourcentage du PNB des pays développés, des taxes sur les émissions du transport international ou les transactions financières, des taxes carboniques, le paiement des services environnementaux et un marché mondial d'échange de quotas carboniques, devraient être examinées de près dans le contexte des pays ACP et des petits agriculteurs.

6. Perspectives d'avenir

La Commission sur l'agriculture durable et le changement climatique a présenté une vision complète des progrès nécessaires à la sécurité alimentaire dans un avenir incertain et entravé²⁹. Les actions sur des fronts multiples – agriculture, développement rural, commerce, bien-être social, droits fonciers, égalité des sexes, éducation et gestion des connaissances – peuvent se conjuguer afin de garantir que l'humanité évolue dans un climat sûr apportant de la nourriture en suffisance pour tous sans

²⁵ FAO. « *Climate-Smart Agriculture. Policies, Practices and Financing for Food Security, Adaptation and Mitigation* ». http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/the-hague-conference-fao-paper.pdf

²⁶ Streck C. et al. 2011. « *Addressing agriculture in climate change negotiations : a scoping report* ». http://www.climate-agriculture.org/en/Scoping_Report.aspx

²⁷ Banque mondiale. 2011. Briefing politique. « *Opportunities and Challenges for Climate-Smart Agriculture in Africa* ». http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/documents/CSA_Policy_Brief_web.pdf

²⁸ Streck C. et al. 2012. « *Towards Policies for Climate Change Mitigation : Incentives and benefits for smallholder farmers* ». http://www.climatefocus.com/documents/towards_policies_for_climate_change_mitigation

²⁹ Beddington J., et al. 2012. « *Achieving food security in the face of climate change* ». http://ccafs.cgiar.org/sites/default/files/assets/docs/climate_food_commission-final-mar2012.pdf

compromettre les limites environnementales. Des politiques efficaces en matière d'agriculture et de changement climatique peuvent stimuler la croissance verte, protéger l'environnement et contribuer à l'éradication de la pauvreté. Les soutiens publics doivent se focaliser sur le renforcement de la résistance des agriculteurs et des consommateurs plus vulnérables, notamment via la protection sociale et les filets de sécurité, le développement d'institutions et de technologies intelligentes face au climat et des investissements dans la conservation du sol et de l'eau, le développement de chaînes de valeur et des mesures d'incitation à l'amélioration des régimes alimentaires et à la réduction du gaspillage.

La communauté internationale doit démontrer son engagement en faveur des divers agendas de sécurité alimentaire, d'adaptation et d'atténuation en renforçant le soutien à l'investissement en faveur d'une agriculture intelligente et en développant les bonnes pratiques et technologies. Des financements considérables seront nécessaires afin de mettre rapidement en œuvre les programmes qui ont fait leurs preuves. En mettant davantage l'accent sur l'agriculture dans les négociations sur le changement climatique et dans le développement de politiques nationales, l'agriculture pourra pleinement contribuer aux efforts d'adaptation et d'atténuation sans nuire à la production alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.³⁰

Objectifs du briefing

Afin d'améliorer le partage des informations et de promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Le Briefing du 27 septembre 2012 sera organisé en collaboration avec le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique (CCAFS), l'agriculture et la sécurité alimentaire. Il portera sur des questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans un climat en pleine évolution et sur le renforcement de la résistance aux effets du changement climatique via l'agriculture. Il visera notamment : (i) à sensibiliser les pays ACP aux principaux défis du changement climatique pour l'agriculture ; (ii) à renforcer l'échange d'information et d'expertise sur des stratégies de développement d'une agriculture intelligente face au climat et sur les succès avérés ; et (iii) à faciliter le réseautage entre les partenaires de développement.

Groupe cible

Environ 120 décideurs ACP-UE, représentants des États membres de l'UE, groupes issus de la société civile, réseaux de recherche, acteurs de terrain dans le domaine du développement et organisations internationales basées à Bruxelles.

Sources disponibles

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://brusselsbriefings.net>. Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.

³⁰ Streck C. et al. 2011. « *Addressing agriculture in climate change negotiations : a scoping report* ». http://www.climate-agriculture.org/en/Scoping_Report.aspx



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 29

Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire : approches éprouvées et nouveaux investissements

Bruxelles, 27 septembre 2012, Commission européenne, Bâtiment Charlemagne,
170 rue de la Loi, salle Gasperi
<http://bruxellesbriefings.net>

8h00-8h30 Inscription

8h30-8h45 Remarques introductives : *Denis Salord, Chef d'Unité, Programmes régionaux Afrique sub-saharienne et ACP, Commission européenne; Tony Simons, Directeur Général, World Agroforestry Centre, ICRAF, Kenya; Isolina Boto, Manager Bureau du CTA à Bruxelles*

8h45-10h45 Panel 1 : Agriculture, sécurité alimentaire et changement climatique : quoi de neuf ?

Ce panel présentera les principaux concepts, défis et opportunités de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en ce qui concerne le changement climatique. Il présentera une vue d'ensemble des négociations internationales sur le changement climatique, des financements et la perspective des agriculteurs.

Modérateur: *S.E. Fatumanava III Dr. Pa'olelei Luteru, Ambassadeur de Samoa*

Panélistes:

- Petite agriculture et changement climatique : défis et vue d'ensemble
Sonja Vermeulen, Responsable de la Recherche, Programme de recherche CGIAR sur le Changement climatique, l'Agriculture et la Sécurité alimentaire (CAAFS)
- Mise à jour sur le statut de l'agriculture dans les négociations sur le changement climatique
Anette Friis, Manager, Danish Agriculture & Food Council (membre du World Farmer's Organisation)
- Planification de paysages intelligents face au climat
Tony Simons, Directeur Général, World Agroforestry Centre, ICRAF, Kenya
- Point de vue des agriculteurs sur les progrès accomplis à ce jour et les besoins futurs
Ishmael Sunga, Directeur Général, Southern African Confederation of Agricultural Unions
- Financements en faveur d'une agriculture intelligente face au climat adaptés aux pays ACP
Charlotte Streck, Directrice de Climate Focus et ancienne conseillère à la Banque mondiale, USA

10h45-11h00 Pause-café

11h00-13h00 Panel 2 : Opportunités et innovations pour une agriculture intelligente face au climat

Ce panel présentera une série d'innovations éprouvées en faveur d'une agriculture intelligente face au climat. Il présentera des interventions efficaces en la matière, d'un point de vue social, économique et environnemental, pouvant être développées dans les systèmes agricoles et alimentaires des pays ACP.

Panélistes:

- Accélérer la mise en œuvre d'une agriculture intelligente face au climat: Innovations et réussites
Arslan, Aslihan, Expert changement climatique, Division Développement agricole, FAO
- Petites exploitations et cultures à basse valeur ajoutée: le cas de l'assurance indexée
Kolli N. Rao, Directeur des risques de l'Agricultural Insurance Company, Inde
- Approches intégrées pour une agriculture intelligente face au climat aux Caraïbes
Carlos Fuller, Expert international et régional, Caribbean Community Climate Change Centre
- Succès en matière d'adaptation et d'atténuation dans la région du Pacifique
Taito Nakalevu, Expert, Projet océanien d'adaptation au changement climatique, SPREP
- Liens sécurité alimentaire, adaptation et atténuation pour les producteurs en Afrique de l'Est
Moses Tenywa, directeur L'Institut de recherche agricole, Université Makerere, Ouganda

Conclusions

Déjeuner